

exportateurs de pays en développement et d'éventuels débouchés au Canada. Le Canada a affecté plus de 250 millions de dollars à l'accroissement des capacités des entreprises et 62 millions à la promotion des exportations. De nombreux pays en développement bénéficient de cette aide. Par exemple, le Canada a contribué les montants suivants :

- 950 000 dollars au Centre du commerce international à Genève;
- 3,2 millions de dollars, sur une période de cinq années, au Bureau de promotion du commerce du Canada;
- 700 000 dollars pour l'intégration des pays francophones les moins avancés au système commercial mondial;
- 1,4 million de dollars, sur une période de cinq années, à la Facilité du Commonwealth pour l'accès au commerce et à l'investissement. Les petits pays des Antilles membres du Commonwealth ont accès à une aide financière dans le cadre de cette facilité.

En ce qui concerne les recommandations 44 et 45, le gouvernement profite de toutes les occasions pour inciter les organisations multilatérales, comme l'OMC, la Banque mondiale, le FMI et les Nations Unies, à unir leurs efforts pour trouver des solutions aux questions liées au commerce et au développement. La collaboration plus étroite de ces organisations aidera les pays en développement à s'intégrer à l'économie internationale et à respecter leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Le gouvernement consulte d'autres Membres de l'OMC au sujet de mesures institutionnelles ou de procédures qui permettraient de coordonner plus étroitement et de rendre plus cohérentes les activités de l'OMC et d'autres organisations internationales.

Il est proposé dans la recommandation 6 que le gouvernement appuie les programmes d'assistance technique en faveur des pays en développement. La création de conditions propices à l'investissement est essentielle si ces pays veulent développer leurs capacités commerciales et attirer les nouvelles technologies. Les programmes d'aide du Canada appuient les efforts en ce sens en mettant en valeur le rôle critique que joue la bonne gestion publique pour ce qui est d'attirer les investissements.